

# A Contre Courant

## Financement des retraites : l'enjeu des cotisations patronales

Bernard Friot, professeur de sociologie à l'Université Paris X, auteur de *Puissances du salariat* (1998) et de *Et la cotisation sociale créera l'emploi* (1999) aux éditions La Dispute a réalisé un tableau de données qui résume d'une façon simple et claire le (faux) problème des retraites, résolu dès lors qu'on accepte le principe de leur paiement par prélèvement sur les profits.

On ne saurait que trop vous inciter à diffuser ces données autour de vous, ne serait-ce que pour compenser la propagande éhontée quotidiennement déversée par les médias locaux et nationaux sur le sujet :

	1960	2000	2040
PIB(en euros 2003)	750 milliards	1500 milliards	3000 milliards
Dépenses de retraites	40 milliards (5%)	180 milliards (12%)	600 milliards (20%)
Reste (en euros 2003)	710 milliards	1320 milliards	2400 milliards

Voilà quelques extraits des commentaires que Bernard Friot a consacrés à ce tableau de données :

*On "oublie" toujours, quand on raisonne sur l'avenir des retraites, que le PIB progresse d'environ 1,6% par an en volume, et donc qu'il double, à monnaie constante, en 40 ans. C'est pourquoi nous avons pu multiplier par 4,5 les dépenses de pensions depuis 1960 (de 40 à 180 milliards) tout en doublant presque le revenu disponible pour les actifs ou l'investissement (de 710 à 1320 milliards). Nous pourrions évidemment plus que tripler les dépenses de pensions d'ici 2040 (de 180 à 600 milliards) sans que cela empêche le reste du revenu disponible de passer de 1320 à 2400 milliards.*

*Dans le long terme et dans une société au travail aussi qualifié que la nôtre, on peut habiller Pierre tout en habillant Paul. (...)*

*[C'est à partir des chiffres qui sont arrondis dans ce tableau que] le Conseil d'orientation des retraites prévoit que, pour maintenir au cours des 40 prochaines années le taux de remplacement actuel du dernier salaire par la première pension (environ 80% pour une carrière complète) sans reculer l'âge de la retraite, il faudrait consacrer aux pensions 18% au moins du PIB en 2040, étant entendu que celui-ci aura doublé dans l'intervalle. (...)*

*Cela, la classe dirigeante le sait parfaitement. Pourquoi alors son acharnement à «sauver» une institution en parfaite santé ? C'est que c'est cette santé qui l'affole. Hier, le salaire était fait de 85% de salaire direct et de 15% de cotisation sociale, et ça ne prêtait pas à conséquence. Aujourd'hui, nous sommes à 60/40 : c'est déjà peu tolérable que 40% du salaire nous paie à ne rien faire, c'est-à-dire à travailler librement, à produire de la richesse et non pas à mettre en valeur du capital. (...). On le voit, c'est une bataille politique majeure qu'engage la classe dirigeante contre le financement de la retraite par la hausse des cotisations sociales patronales; et elle est prête, cette fois encore, à ce que saute le fusible Raffarin plutôt qu'à renoncer à engager une bataille où elle joue, à long terme, sa survie.*

### Motion adoptée en assemblée générale de grévistes le 21 mai 2003 à Mulhouse

Les attaques portées contre les statuts, les conditions de travail et les retraites des agents du service public de l'Éducation Nationale commencent indirectement à perturber l'évaluation des élèves et toutes les procédures d'orientation.

En conséquence, il nous paraît nécessaire, dans l'immédiat, d'annuler les dates initialement prévues pour les conseils de classe et donc d'envisager une modification du calendrier du dispositif d'orientation dont ces conseils font partie.

Il est évident que si le gouvernement s'obstinait à vouloir imposer les régressions qu'il a programmées, c'est tout le calendrier des examens - et notamment celui du baccalauréat - qu'il faudra également revoir.

C'est dans le cadre d'une négociation avec les organisations syndicales que cette révision devra s'effectuer.

Motion adoptée par 51 voix pour, 5 abstentions, 1 refus de vote



## Prenez mes enfants en otage !

(à ceux qui pensent que faire grève c'est prendre en otage)

### 1936

Quand mes grands-parents aux côtés des enseignants étaient en grève, mes parents, des enfants alors, ont « été pris en otage » : pensez aux nombreuses heures de classes qu'ils ont ratées !

Mais, au fait, ils ont gagné des trucs ! Par exemple, congés payés, semaine de 40 heures, conventions collectives, 7 à 15 % d'augmentations salariales. Même la scolarité obligatoire a été rallongée: les otages en ont bénéficié... Et le nombre de reçus aux examens n'en a même pas été affecté, bien au contraire!

*Rappel: Accords de Matignon*

*12 mai 36 au Havre: grève spontanée*

*14 mai 36: Paris*

*7 juin 36: accords de Matignon*

### 1968

Quand mes parents aux côtés des enseignants étaient en grève, j'ai été "prise en otage" ! C'est l'année où mon grand frère a été reçu au bac comme tant d'autres, et où mes parents ont eu leur première véritable augmentation de salaire. ... (et aussi droit à la formation professionnelle des jeunes, amélioration de la condition des femmes travailleuses. ...)

*Rappel : Accords de Grenelle*

*13 mai : manifestations : 250 000 personnes à Paris*

*18 mai : 2 millions de grévistes*

*20 mai : 6 millions de grévistes*

*24 mai : 10 millions de grévistes*

### 2003

En mai, je veux qu'on prenne mes enfants en otages! Ils ont tellement à gagner... et surtout tellement à ne pas perdre: services publics, emplois, retraites ...

*Sonia, enseignante et mère d'élève du sud de la Drôme*

## Un petit argumentaire

(source ATTAC)

En cette période d'incertitude de la bourse, il existe un moyen sûr de ne pas perdre bêtement son argent. Voyons un peu : vous prenez votre retraite à 60 ans.

Mettons que vous mouriez à 75 ans. Ce n'est déjà pas si mal, il faut bien mourir un jour. Cela fait donc 15 ans de retraite. Soit 180 mois.

Mettons que le projet Fillon passe (!!!). Il ampute votre retraite disons en gros de 400 euros par mois. C'est une hypothèse optimiste. Vous perdriez alors  $180 \times 400 = 72\ 000$  euros (472 290 F)

Mais vous n'êtes pas un de ces pigeons qui se laissent plumer. Vous êtes un «trader» dans l'âme. Il y a un bien meilleur plan. Vous faites grève. Cela vous coûte 100 euros par jour, peut être moins, manifestement moins pour la très grande majorité d'entre nous !!!

Avant d'atteindre 72 000 euros de retenue sur votre salaire, vous pouvez donc vous permettre de faire 720 jours de grève ! Une année de travail comporte environ 47 semaines. A 5 jours par semaine cela fait 235 jours.

Pour perdre plus en faisant grève qu'en acceptant la réforme Fillon / Raffarin, il faudrait que vous fassiez 3 ans et 15 jours de grève !!!!

Or il suffit d'observer un peu pour comprendre rapidement que Fillon et Raffarin ne sont que de piètres fusibles, qui ne tiendraient que peu de temps, pourvu qu'en face il y ait un mouvement déterminé.

Alors pas d'hésitation :

Investissez, investissez-vous dans la grève !!!

Même 3 ans et 15 jours de grève vous coûteront moins que la réforme Raffarin !!!

**REFLECHISSEZ BIEN !!!**

Lettre diffusée par l'équipe d' *A Contre Courant* BP 2123 68060 MULHOUSE cedex

Site : <http://www.acontrecourant.org> Courriel : [courrier@acontrecourant.org](mailto:courrier@acontrecourant.org)

Deux numéros anciens sont envoyés gratuitement sur simple demande. Abonnement annuel : 10 euros pour 10 numéros de 14 pages